

LE TEMPS

Mardi 9 juin 2015 | N° 5226

MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE

CHF 3.50, France €3.00

PUBLICITÉ

Quand Marilyn remporta le Golden Globe en 1960,
la Banque Bonhôte & Cie SA avait 145 ans.



BONHÔTE
BANQUIERS DEPUIS 1815

NOTRE
HISTOIRE
EN SIX ÉTAPES
1936 - 1987

**MARILYN MONROE A FAÇONNÉ L'HISTOIRE DU CINÉMA
GRÂCE À SON TALENT.**

Depuis sa fondation en 1815, la Banque Bonhôte & Cie SA s'emploie à façonner l'histoire de la gestion de fortune en proposant à ses clients des services exclusifs et sur mesure. Dirigée par des entrepreneurs passionnés et forts de cet état d'esprit qui l'habite depuis 200 ans, elle vous invite à entrer de plein pied avec elle dans son troisième siècle d'existence.



L'administration vaudoise prépare sa mutation numérique

> Sécurité

L'administration cantonale ouvre la voie à de nouvelles prestations en ligne

> L'Etat doit renforcer ses moyens de lutte contre les hackers

Céline Zünd

Le canton de Vaud est assis sur une bombe: les données personnelles de ses quelque 755 400 résidents. A la veille d'une mutation numérique de l'administration, la Direction des systèmes d'information (DSI) planche sur la sécurisation de ce matériel sensible. «Nous avons accès à d'innombrables données privées: celles sur votre situation fiscale, mais aussi des informations d'ordre judiciaire, par exemple», a souligné la ministre vaudoise Nuria Gorrite devant les médias lundi.

La conseillère d'Etat chargée du Département des infrastructures et des ressources humaines a passé en revue les nouvelles prestations numériques que le gouvernement compte offrir pour s'adapter aux modes de vie plus connectés des citoyens.

D'ici à 2017, les particuliers devraient avoir accès à un espace sécurisé sur Internet, où ils pourront consulter leurs comptes fiscaux, annoncer un changement d'adresse, immatriculer leur véhicule, déposer une demande de permis de construire ou réclamer un subsidie pour l'assurance maladie, par exemple. L'administration ouvrira également un portail consacré aux entreprises pour leurs demandes administratives. Sans oublier les communes, qui se verront autoriser un registre centralisant leurs données. Objectif: «faciliter les échanges entre les particuliers, les entreprises, les communes et l'administration cantonale», mais aussi la tâche des différents services de l'Etat.

Le Conseil d'Etat réclame au parlement un crédit de 9,4 millions de francs pour ce projet. La loi devra en outre être adaptée. Le Grand Conseil se prononcera d'ici à la fin de l'année sur les modalités légales d'exploitation des données numériques. «Cette transparence permettra d'améliorer la confiance accordée par les citoyens à l'Etat», espère Nuria Gorrite.

Une condition à cela: la fiabilité totale du système. La cyberadministration représente un défi en matière de cybersécurité. «Lorsqu'on ouvre des systèmes d'information jusqu'ici internes pour les

rendre accessibles sur Internet, cela implique évidemment une plus grande exposition au risque», remarque Patrick Amaru, chef de la DSI.

Exemple: début 2014, des hackers sont parvenus à crypter 185 000 fichiers de l'Etat de Vaud. Ils n'avaient pas accès à leur contenu, mais réclamaient une rançon en échange de leur déverrouillage. «Nous n'avons évidemment pas cédé, mais la restauration des données a été lon-

«On peut faire tous les efforts du monde pour sécuriser les systèmes, les failles sont d'abord humaines»

gue et coûteuse», raconte André Bourget, responsable du Security Operation Center (SOC), une unité rattachée à la Direction des systèmes d'information de l'Etat de Vaud.

Ils sont six ce lundi, dans le petit bureau du SOC à Renens, les yeux rivés sur leurs écrans où défilent des codes étrangers au commun des mortels. Les informaticiens du SOC, une dizaine au total, responsables de la protection des données confidentielles détenues

par l'Etat de Vaud, font face chaque jour à des hackers basés aux quatre coins de la planète. Leur rôle: anticiper et déjouer ces assauts. La quasi-totalité des attaques (99%) répertoriées par l'administration ne ciblent pas directement l'Etat de Vaud. Elles proviennent de logiciels élaborés par des pirates qui sondent Internet de façon aléatoire, à la recherche de failles dans les systèmes de sécurité.

Pour l'instant, les informaticiens n'opèrent que la journée, durant les heures de bureau. Une limite de taille, sachant que les attaques, en provenance d'Inde, de Russie, de Chine ou encore d'Amérique du Sud, ne s'arrêtent pas aux fuseaux horaires. «Nous aurons bientôt également une surveillance durant la nuit aussi», rassure André Bourget.

L'Etat compte aussi former davantage de personnel à la cybersécurité. Un élément clé, estime le spécialiste en la matière Stéphane Koch: «On peut faire tous les efforts du monde pour renforcer les systèmes informatiques, les failles sont d'abord humaines. La plupart des individus utilisent des logiciels sans être conscients des risques», explique-t-il. Des gestes simples peuvent avoir de lourdes conséquences, souligne Stéphane Koch: «La crédibilité de l'Etat est en jeu.»

Carouge et Thônex doivent accueillir des requérants

> Asile Deux abris de la protection civile ont ouvert pour faire face à la hausse de migrants

Laure Lugon Zugravu

Berne l'avait annoncé: devant l'afflux de requérants d'asile, plus de 29 000 arrivées prévues pour 2015, les cantons seraient sollicités. Genève, qui doit assurer l'hébergement et l'assistance à 5,6% des demandeurs d'asile enregistrés en Suisse (soit plus de 40 nouvelles arrivées par semaine) a donc ouvert deux nouveaux abris de la protection civile (PCI).

Le premier, sur la commune de Carouge, accueille depuis hier une quarantaine d'hommes seuls sous le régime de l'aide d'urgence (déboutés ou frappés d'une décision de non-entrée en matière). «Notre commune a une convention avec l'Hospice général, explique la maire socialiste Stéphanie Lammar. C'est la deuxième fois depuis 2011 que l'abri PCI de la Gabelle est mis à disposition. Je ne doute pas que les choses se passent bien, nous inviterons d'ailleurs la population à une séance d'information.» Le second abri est situé sur la commune de Thônex et possède 90 places. Il recevra dès la semaine prochaine des personnes à l'aide d'urgence et des hommes en cours de procédure.

Une décision qui ne convainc pas grand monde: «Ce n'est évidemment pas satisfaisant de loger des gens sous terre pour une longue durée», admet le porte-parole de l'Hospice général, Bernard

Manguin. Pourtant, aucune solution plus satisfaisante n'a été trouvée. Quid de l'idée d'utiliser une partie de la caserne des Vernets? Refusée. «Des terrains disponibles ont été trouvés mais doivent encore être aménagés», ajoute Mauro Poggia. Quant au chantier d'un centre d'accueil en préfabriqué situé sur une parcelle du projet Praillon-Acacias-Vernets (PAV), il devrait être prêt en 2016.

«Inertie déplorabile»

Pas suffisant, pour la présidente des Verts genevois, Lisa Mazzone: «Il s'agit d'une inertie déplorabile. Le Conseil d'Etat n'a démontré aucune volonté de mettre fin à une solution indigne et dégradante.» La députée verte n'est pas seule à le penser. En février dernier, des représentants de l'Alternative et des députés de droite déposaient avec elle une motion réclamant la fin du recours aux abris PCI pour héberger des requérants.

Mauro Poggia réagit, fâché: «La critique est facile. Quelles solutions n'auraient pas été explorées? Il faut arrêter de déprécier le travail réalisé par l'Etat et l'Hospice général avec l'argent du contribuable. Que l'on aille voir ailleurs et que l'on compare. Je ne parle même pas d'autres pays européens, mais d'autres cantons.» Sur les 5200 migrants dont Genève a la charge, 300 personnes sont désormais logées en abris PCI.

Les cabanes design du camping de Saignelégier

> Jura Treize architectes primés par le magazine «Wallpaper» ont dessiné sept hébergements forestiers originaux



Une cabane forestière. Le bois est la matière privilégiée.

Il a fallu un heureux concours de circonstances, du culot et de la créativité. Une douzaine de vingt stars montantes de l'architecture mondiale primées en 2014 par le magazine de design de référence *Wallpaper*, ont participé à un atelier improbable destiné à dessiner des cabanes pour le camping de Saignelégier. Détonant.

«On vous offre des vacances dans le Jura, vous nous offrez des projets», lance l'audacieux directeur de Jura Tourisme, Guillaume Lachat. La formule a fait mouche auprès d'architectes venus des Etats-Unis, de Pologne, de Grèce, d'Irlande, d'Allemagne, du Portugal, de France et de Suisse.

Deux points de départ

Au départ, il y a deux envies, à mille lieues l'une de l'autre. Les tenants du camping de Saignelégier, Virginie et Jonas Kil-

d'autres infrastructures originales à une clientèle familiale, en quête de nature et d'authenticité. Leur camping pouvant accueillir jusqu'à 300 personnes qui s'installent et font leur feu où elles veulent, souffre des vicissitudes de la météo, parfois rude à 1000 mètres d'altitude. Mais ils ont la foi, prônent un camping sans électricité, sont fiers d'avoir figuré en 2013 parmi les dix campings les plus romantiques de Suisse, selon le classement de la NZZ.

L'autre envie provient de la volée 2014 des architectes primés par *Wallpaper*, qui s'étaient promis de se retrouver pour réaliser une œuvre collective.

Restait à faire le lien. L'un des architectes primés est de Saignelégier, Sylvain Dubail, et il connaît Guillaume Lachat. C'est ainsi qu'est née l'idée en apparence saugrenue de demander à de jeunes

en ayant pondé sept projets originaux, pour sept cabanes susceptibles d'être réalisées dans la friche forestière du camping.

Communauté collective

Guillaume Lachat a trouvé les 40 000 francs nécessaires à couvrir les frais des vacances studieuses des architectes. Il pourra aussi enclencher les démarches administratives pour matérialiser les projets. Il a ainsi obtenu de l'argent de la nouvelle politique régionale, preuve que le concept séduit jusqu'aux administrations.

Arrivés jeudi, les architectes ont commencé par une balade à vélo dans le camping et ses recoins forestiers. Ils ont ensuite jeté leur dévolu sur un espace où personne ne pose sa tente ni sa caravane. S'ils pouvaient laisser libre cours à leur imagination, ils avaient tout de même un cadre:

construire la cabane. Ils ont cogité, élaboré des concepts, les ont soumis à des experts invités, ont parfois mutualisé leurs réflexions. «Ce fut une belle communion collective», relève Sylvain Dubail.

Le défi a été relevé. En quittant Saignelégier lundi soir, les architectes laissent les projets de sept cabanes très différentes les uns des autres, certaines surélevées, d'autres sur pilotis, d'autres encore enracinées dans le sol. Les uns s'inspirent d'un tas de ronds, d'autres font penser à un gros scarabée, d'autres encore s'ouvrent vers le ciel, avec un immense hamac. Le bois est la matière privilégiée, mais pas seulement. Beaucoup de corde aussi et parfois une armature métallique. La diversité ne risque-t-elle pas de générer de l'incohérence? «Il y a des fils conducteurs entre les projets, rétorque Sylvain Dubail. C'est

L'éditrice de *Wallpaper*, Ellie Stathaki, présente à Saignelégier, juge le résultat «incroyable, d'une grande variété». Elle promet qu'elle viendra en vacances une fois les cabanes réalisées.

Très fier du pari tenu, Guillaume Lachat vend par avance des vacances inédites au camping de Saignelégier, offrant une expérience émotionnelle unique, dans un site proposant une histoire formidable.

Et de croire dur comme fer qu'une fois finalisés, les sept projets prendront forme. La commune de Saignelégier a déjà entamé les procédures pour adapter le plan spécial du camping, un business plan a été établi. Le financement sera public et privé, la rentabilité de l'investissement d'un peu plus d'un demi-million de francs étant «garantie», selon Guillaume Lachat. Saignelégier compte inaugurer

Panorama

Suisse

Comptes fédéraux optimisés

Il devrait y avoir moins d'exceptions aux normes internationales dans le nouveau modèle comptable de la Confédération. Suivant le National, le Conseil des Etats a accepté par 40 voix contre 3 lundi un projet visant à optimiser les comptes fédéraux dès le 1er janvier 2017. (ATS)

Lactose sur les médicaments

Les médicaments contenant du lactose devront à l'avenir explicitement le mentionner. Le Conseil fédéral prévoit de rendre obligatoire la déclaration de tous les composants d'un produit thérapeutique. Il répond en cela à une demande formulée par le conseiller national Ignazio Cassis (PLR/TI). (ATS)

L'italien prétérité

Les candidats italophones aux postes de l'administration fédérale sont désavantagés par les entretiens d'embauche, souvent en allemand. Pour y remédier, la représentation des collaborateurs parlant la langue de Dante devrait être améliorée dans les unités situées hors du Tessin. Les connaissances en italien des autres employés de la Confédération devraient également être perfectionnées. (ATS)

Vélo à la traîne

Les villes romandes accusent le plus grand retard en matière d'utilisation du vélo comme moyen de transport, selon le dernier rapport de l'Association suisse des ingénieurs et experts en transports. A Genève, Thônex ou Zurich, des augmentations de 20 à 100% sont possibles. A Lausanne, Fribourg et La Chaux-de-Fonds, l'usage du vélo pourrait même être doublé. (ATS)

Berne

Opérations offshore

Le Grand Conseil bernois estime superflu de mener un audit indépendant des affaires offshore de sociétés établies dans le canton. Il a aussi refusé lundi l'ouverture d'une enquête sur les autorités fiscales